

– la maison du sport européen –

## Tweets du mois

### [EOC EU Office](#)

@EOCEUOffice Dec 14

After 2 years of efforts, fantastic news to hear that the share of [#sport](#) chapter is increasing up to 1.9% of the overall [@EUErasmusPlus](#) budget for the next period. Thanks [@GabrielMariya](#) [@EPCulture](#) [@SportsGroup2024](#) [@Kasiabinia](#) [@MilanZver](#) for the great cooperation & support

### [EOC EU Office](#)

@EOCEUOffice Dec 9

EU Sport Directors are discussing today the possibilities of different EU financial instruments for sport. [@FolkerF](#) encourages the Member States to tap the full potential in the future [#MFF](#) for sport and work for the [#mainstreaming](#) of [#sport](#).

### [EOC EU Office](#)

@EOCEUOffice Dec 9

Event organised by [@UNODC](#) & [@SportsGroup2024](#) on how to safeguard sport from [#Corruption](#) during [#IACD2020](#) [@iocmedia](#) & whole Olympic Movement involved in many multi-stakeholders initiatives on the area Check our [@POINTS\\_EU](#) practical tools developed to tackle integrity issues!

### [EOC EU Office](#)

@EOCEUOffice Dec 8

Congratulations to the selected experts of this High-Level Group! We are delighted to see the Olympic movement and our partners actively involved and look forward to future initiatives! [@MarisolCasado](#) [@CeoSarah](#) [@iocmedia](#) [@EOCmedia](#)

## Table des matières

Editorial	2
-----------	---

### UNION EUROPEENNE ET SPORT

Les ministres des sports européens échangent sur l'impact de la COVID-19 sur l'organisation d'événements sportifs	3
Nouveau Plan de Travail pour le Sport 2021-2024	4
Décision du Tribunal de l'UE dans l'affaire ISU vs. Commission	5
Une ambition croissante de l'UE pour l'environnement et le sport	6
Webinar sur le thème de la corruption dans le sport	8
La Commission Européenne organise un petit-déjeuner virtuel sur le sujet de la représentation du sport au niveau UE	9
Etude de la Commission Européenne sur les bénéfices du Sport inter-générationnel	9
16e Conférence du Conseil de l'Europe pour les ministres responsables du sport	10

### PROGRAMMES DE FINANCEMENT

Analyse des résultats Erasmus+ Sport 2020	11
---	----

### LE COIN DES PARTENAIRES

Bureau des COE auprès de l'UE organise son séminaire "Special Competence" en ligne	14
--	----

– la maison du sport européen –

## EDITORIAL

Chers lecteurs,

Pour cette dernière édition du rapport mensuel en 2020, il est intéressant de revenir en arrière et de tirer des conclusions préliminaires sur cette année de crise et de défis spécifiques.

Pourquoi préliminaire? Tout d'abord, les effets à moyen et long terme de la pandémie du Covid-19 ne peuvent être évalués de manière définitive. De nombreuses fédérations et clubs ont pu survivre économiquement aux premiers mois de la crise grâce à leurs propres réserves, au soutien des programmes gouvernementaux et à l'aide de sponsors. Chaque mois supplémentaire de crise rendra la survie du sport organisé plus difficile. Tous les clubs, qu'ils soient professionnels ou amateurs, ne seront pas en mesure de maintenir leurs activités. C'est pourquoi il est essentiel que les mesures d'aide au sport aux niveaux européen, national et régional soient poursuivies et conçues de telle sorte qu'elles soient accessibles rapidement et que les obstacles soient limités à ce qui est réellement nécessaire.

Au niveau européen, une crise dramatique de l'UE a été évitée grâce au compromis de "dernière minute" sur les perspectives financières pluriannuelles 2021-27. Cela garantit que les programmes de relance Covid-19 et tous les autres programmes de financement pourront commencer à être mis en œuvre en 2021. La condition préalable est toutefois que les négociations sur les règlements respectifs se terminent le plus rapidement possible. Dans le domaine d'Erasmus+ Sport, un développement positif se dessine. Selon les dernières informations, l'augmentation de la part du sport dans le programme global, qui a été fortement demandée par le bureau européen des COE, a été incluse, ce qui amènera à un budget d'environ 460 millions d'euros pour le sport jusqu'en 2027.

Toutefois, une augmentation significative de la part des candidatures et des projets financés par le sport organisé est nécessaire. Selon nos propres calculs, entre 2014 et 2020, la part du sport organisé dans les projets financés était nettement inférieure à 30 %. En d'autres termes, les universités ou les ONG devancent le sport. Cependant, le nombre et la qualité des projets proposés par le sport organisé ne pourront s'améliorer que grâce à un soutien accru des structures de conseil. En plus des organisations sportives elles-mêmes, les agences nationales pour la mise en œuvre du programme Erasmus doivent mettre en place ou accroître leurs services dans ce sens.

Un accord sur les futurs programmes des fonds structurels sera conclu par la présidence portugaise du Conseil. Il semble que l'éligibilité des infrastructures sportives via le Fonds européen de développement régional (FEDER), comme poussé par notre bureau, sera également rendue possible.

Je voudrais remercier Yves le Lostecque, chef de l'unité Sport de la Commission européenne, pour l'excellente coopération et l'amitié de ces dernières années. Yves tourne une nouvelle page de sa carrière professionnelle à partir de janvier prochain. Ce fut un plaisir de travailler avec Yves et je suis sûr que nous vous verrons bientôt dans ses nouvelles fonctions pour discuter football et Jeux olympiques

Au nom du bureau européen des COE, je voudrais profiter de cette occasion pour remercier tous les partenaires et collègues pour leur coopération intensive et constructive en cette année difficile.

En vous souhaitant une bonne lecture.

Folker Hellmund

Directeur du bureau des COE auprès de l'UE

## UNION EUROPEENNE ET SPORT

### Les ministres des sports européens échangent sur l'impact de la COVID-19 sur l'organisation d'événements sportifs

Le 1er décembre, les ministres des sports de l'UE se sont réunis pour leur réunion dans le cadre de la présidence allemande. L'ordre du jour comprenait une discussion publique sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les événements sportifs internationaux, l'adoption du nouveau plan de travail de l'UE pour le sport (voir article dédié), ainsi que l'adoption de conclusions sur la coopération intersectorielle dans le domaine du sport.

Les défis liés à l'organisation de compétitions sportives européennes et internationales ont été fortement mis en avant par le bureau des COE auprès de l'UE au cours des derniers mois. La présidence avait invité des représentants des Comités olympiques européens (COE), de FIBA-Europe et de l'Union cycliste internationale (UCI) à partager leurs points de vue lors de cette réunion.

Niels Nygaard, le président par intérim des COE, a centré sa présentation sur l'impact de la pandémie sur les fédérations sportives, les athlètes et les clubs. Il a souligné qu'en plus des coûts directs de 1,6 milliard d'euros, le report des Jeux Olympiques avait également entraîné des défis importants pour les Comités Nationaux Olympiques (CNO). A titre d'exemple, il a mentionné les problèmes liés aux contrats de sponsoring et à la disponibilité des maisons olympiques à Tokyo. Il a cité l'exemple du CNO danois qui prévoit jusqu'à 6,5 millions d'euros de coûts supplémentaires. Du côté des athlètes, il a souligné les importantes pertes de revenus et a expliqué que l'imprévisibilité du calendrier des compétitions avait également entraîné des fins de carrière précipitées. Il a également souligné que les

clubs sportifs étaient particulièrement menacés par la baisse de leurs membres. Dans ce contexte, M. Nygaard a remercié les ministres des sports pour leurs efforts visant à intégrer le sport dans les programmes de relance transversaux de l'UE. En conclusion, il a déclaré :

"Il est important de souligner que le sport ne peut apporter sa contribution à la société que si le modèle sportif européen, axé sur la solidarité, est reconnu et soutenu par les autorités publiques et par les États membres de l'UE. C'est pourquoi nous devons renforcer le modèle sportif européen, ses valeurs et ses mécanismes de financement solidaire afin de garantir que ce modèle sera également en place après cette crise, permettant aux gens de pratiquer le sport à faible coût, y compris au niveau local".

Le secrétaire général de la FIBA Europe, Kamil Novak, a décrit comment le basket-ball européen faisait face à ces conditions instables. Il a expliqué que l'EuroBasket 2021 avait dû être reporté à 2022 pour ne pas coïncider avec les Jeux Olympiques. Au cours de l'année, la fédération, en collaboration avec l'OMS et le CIO, a élaboré les "FIBA Return to Basketball Guidelines", qui rendent possible un retour sur le terrain tout en respectant un concept d'hygiène strict. Ainsi, la FIBA Europe a pu disputer en octobre diverses compétitions qualificatives grâce au système de "bulle". À cette fin, de nombreux tests Corona ont été effectués et il a été avancé que deux fois seulement, des joueurs et accompagnateurs testés positifs avaient été repérés. Pour l'avenir, Novak a souhaité une plus grande coordina-

## – la maison du sport européen –

tion au niveau européen concernant les mesures de quarantaine et la reconnaissance des tests.

Maryia Gabriel, commissaire européenne au sport, a souligné de son côté que les compétitions sportives internationales font partie intégrante du sport et contribuent de manière significative à la popularité du sport.

Un échange entre les États membres s'en est ensuivi, mettant en évidence la nécessité d'une meilleure coordination concernant les compétitions transfrontalières et leurs règlements en matière de tests et de quarantaine dans les différents États membres. Stephan Mayer, secrétaire d'État au ministère fédéral de l'intérieur et représentant de la présidence allemande du Conseil, a résumé la discussion dans les termes suivants :

"Aujourd'hui, la liberté de circulation des athlètes au sein de l'UE est entravée par les différentes mesures nationales en matière de contrôle et de quarantaine. Les règles en matière de santé et d'hygiène sont également différentes et en constante évolution, ce qui ajoute à l'incertitude du secteur du sport. Notre débat d'aujourd'hui a clairement montré la nécessité de poursuivre les échanges et la coopération au niveau de l'UE dans différents

domaines, tels que la santé, les voyages et les transports. Nous ne devons pas ménager nos efforts pour tenter de limiter le report des manifestations sportives internationales et pour contribuer à ramener les supporters en toute sécurité dans les stades dès que l'évolution de la pandémie de COVID-19 dans les États membres nous permettra d'assouplir les restrictions actuelles".

Dans une deuxième partie non publique, les ministres des sports ont adopté à la fois le nouveau plan de travail de l'UE pour le sport et les conclusions du Conseil sur la promotion de la coopération intersectorielle au profit du sport et de l'activité physique dans la société.

Le bureau européen des COE se félicite des conclusions du Conseil sur la coopération intersectorielle car elles pourraient contribuer à une meilleure intégration du sport dans d'autres domaines politiques tels que la santé, le développement urbain et rural, la mobilité ou la promotion de la démocratie.

### PLUS D'INFORMATIONS

[Résumé sur le site du Conseil](#)  
[Conclusions on promoting cross-sectoral co-operation for the benefit of sport and physical activity in society](#)

## Nouveau Plan de Travail pour le Sport 2021-2024

Mardi 1er décembre, les ministres européens du sport ont adopté un [nouveau plan de travail européen pour le sport pour les années 2021-2024](#). Pour rappel, le plan de travail de l'UE pour le sport est un document politique adopté par les États membres, qui fournit un cadre à la Commission européenne et aux États membres pour développer des activités dans le domaine du sport.

Le bureau des COE auprès de l'UE a activement œuvré pour intégrer les intérêts du Mouvement sportif olympique pendant la préparation et la négociation du plan.

Comme lors de la période précédente, le travail de l'UE sera organisé autour de 3 priorités:

- La protection de l'intégrité et des valeurs dans le sport ;
- Les dimensions socio-économiques et environnementales du sport ;
- La promotion de la participation au sport et de l'activité physique bénéfique pour la santé.

Un nombre important de sujets seront abordés au cours des 3,5 années du plan de travail, y compris certains thèmes clés pour le Mouve-

## – la maison du sport européen –

ment olympique, fortement encouragés par le bureau des COE auprès de l'UE pendant la phase de négociation. Les sujets du modèle sportif européen, le sport et l'environnement, les infrastructures sportives et l'impact du Covid-19 seront notamment traités au sein de différentes actions et discussions des parties prenantes.

L'un des défis majeurs pour la période à venir sera de veiller à un engagement fort du mouvement sportif dans la préparation et la mise en place des différentes activités pour garantir que le plan répond aux besoins des acteurs du sport ainsi qu'un effet durable des différentes initiatives.

Pour finir, le plan de travail insiste sur l'intégration du sport dans d'autres secteurs politiques et encourage ainsi à la coopération avec différents acteurs.

Concernant les Présidences du Conseil en 2021 (du Portugal et de la Slovénie), celles-ci ont déjà annoncé en partie leurs priorités dans le domaine du sport, notamment:

- L'innovation et la digitalisation - PT
- La diplomatie sportive - PT
- Le Modèle européen du sport - SL
- La promotion de l'activité physique - SL
- La reconversion et les cursus d'études des athlètes - SL

## Décision du Tribunal de l'UE dans l'affaire ISU vs. Commission

Le 16 décembre, le Tribunal de l'UE (i.e. L'une des instances de la CJUE, Cour de Justice de l'UE) a publié un communiqué de presse très attendu, qui annonçait sa décision dans l'affaire Union internationale de patinage (ISU) contre Commission Européenne. C'est la première fois que la Cour de justice des Communautés européennes statue sur une potentielle infraction du droit de la concurrence européen dans le cas d'une fédération sportive. D'après le Tribunal, la fédération aurait agi à l'encontre du droit européen de la concurrence.

L'affaire remonte à 2015, date à laquelle la Commission européenne a ouvert une enquête officielle en matière d'ententes et d'abus de position dominante vis-à-vis des règles de l'ISU qui menaçaient de façon permanente d'interdire aux patineurs de participer à ses compétitions s'ils devaient prendre part par ailleurs à des événements non approuvés par la fédération.

La Commission, en 2017, avait constaté que les règles d'éligibilité de l'ISU étaient incompatibles avec les règles de concurrence de l'UE. Cette décision est contestée par l'ISU qui s'était tourné vers la CJUE. Dans l'ensemble, le Tribunal a confirmé que les règles de l'ISU

prévoyant des sanctions sévères à l'encontre des athlètes participant à des épreuves de patinage de vitesse non reconnus par l'ISU sont contraires au droit de la concurrence de l'UE. Le communiqué de presse indique que *"la Commission a donc eu raison de conclure que les règles d'éligibilité révèlent un degré suffisant de préjudice, en particulier en ce qui concerne leur contenu, pour considérer comme une restriction de la concurrence par objet"*. Par ailleurs, il a été reconnu par le Tribunal qu'il était légitime pour l'ISU d'établir des règles visant à protéger l'intégrité des compétitions aux vues de potentiels risques de manipulations de compétitions et de paris abusifs, ainsi que de veiller à ce que les événements répondent à des normes communes. Toutefois, le Tribunal insiste sur le fait que les mesures prises par l'ISU pour la réalisation de ces objectifs légitimes étaient allées au-delà de ce qui était nécessaire et proportionnel.

Enfin et surtout, l'ISU a obtenu une victoire partielle, la Cour ayant jugé que la Commission n'était pas en droit de considérer que les règles d'arbitrage de l'ISU pouvaient constituer une circonstance aggravante, ce qui aurait



– la maison du sport européen –

justifié une sanction plus élevée à son encontre.

Un recours peut être introduit devant la Cour de justice contre la décision du Tribunal dans

un délai de deux mois et dix jours à compter de la notification de la décision.

## Une ambition croissante de l'UE pour l'environnement et le sport

Cinq années se sont écoulées depuis l'accord de Paris sur le changement climatique, marquant un tournant pour le développement durable. Sur ce sujet, les organisations sportives ont elles aussi commencé à ressentir l'impact du changement climatique sur leur capacité à planifier et à organiser leurs compétitions et leurs événements (par exemple, des pluies inhabituelles ont forcé l'annulation ou le report des matchs, ou des hivers plus chauds ont menacé les stations de ski situées à plus basse altitude).

L'état actuel de l'environnement, et plus généralement l'état de la Terre, a suscité une réaction appelant à "une transformation profonde", à une "transition verte" et à une "urgence climatique

Dans ce contexte, l'urgence d'accélérer le changement et la transformation est tangible sur la scène politique mondiale. Dans son discours lors du Sommet sur l'ambition climatique, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a appelé les gouvernements du monde entier à déclarer l'état d'urgence climatique jusqu'à ce que l'on atteigne une neutralité climatique. Coïncidant avec le 5e anniversaire de l'accord de Paris et le premier anniversaire du Green Deal européen, les chefs d'État de l'UE, réunis au sein du Conseil européen les 10 et 11 décembre, ont également approuvé [la proposition de la Commission de réduire les émissions des blocs de 55 % d'ici 2030](#) (l'objectif initial était de 40 %).

Le changement climatique, la perte de biodiversité et "le déclin grave et continu de la nature dans l'UE" (confirmé par un récent rapport de l'Agence européenne pour l'environnement) sont très étroitement liés et peuvent être quali-

fiés de défis systémiques. En d'autres termes, des solutions où une multitude d'acteurs forment une alliance, tels que le gouvernement, les entreprises, les finances, les organisations à but non lucratif, la société civile... travaillent ensemble dans un esprit de coopération plutôt que de concurrence. Dans le contexte de l'UE, le "Green Deal" européen présente une telle approche générale (essentiellement descendante), tandis que le Pacte européen pour le climat, qui a été lancé le 16 décembre, vise à soutenir la dimension citoyenne (ascendante) de ces réponses systémiques.



Par le biais du [Pacte européen](#) pour le climat, l'UE vise à s'engager avec les différents acteurs de la société civile dans le but de leur donner les moyens d'agir sur le climat et de promouvoir un comportement plus durable. Elle ne partira pas de zéro, car son objectif est de travailler aux côtés de nombreuses initiatives, réseaux et mouvements existants. Le nouveau site web du Pacte pour le climat et le secrétariat qui sera bientôt mis en place fourniront un soutien et une plateforme pour la sensibilisation, le partage des connaissances, l'engagement avec les citoyens et autres acteurs impliqués, ainsi que pour encourager des actions concrètes sur le changement climatique par des individus et des organisations.

– la maison du sport européen –

Concrètement, le secrétariat de la Commission européenne/Pacte vise à :

- Diffuser les connaissances sur le changement climatique et traduire les informations scientifiques en de concrets conseils ;
- Promouvoir l'éducation au climat, en particulier dans les écoles ;
- Créer un réseau d'ambassadeurs du Pacte pour le climat ;
- Encourager les citoyens et les organisations à s'engager dans certains changements par le biais d'une promesse de contribution ;
- Centraliser les connaissances et les nombreuses initiatives qui existent déjà, y compris les informations concernant les possibilités de financement.

Bien que le pacte climatique n'offre pas de soutien financier direct aux projets et initiatives, il constitue une plateforme pour le mouvement sportif olympique, pour s'engager avec l'UE sur les questions de durabilité, en tant que membre de la société civile, profiter des connaissances partagées et explorer les partenariats et la coopération potentiels avec la multitude d'acteurs que le pacte engagera. En effet, le mouvement sportif, en particulier sous l'égide du CIO, se préoccupe de plus en plus de l'impact du changement climatique et de la dégradation de la nature sur ses activités, ainsi que de l'impact de ces activités (par exemple l'organisation d'événements) sur le climat et la nature. Un indicateur de cette tendance est le nombre croissant d'organisations sportives qui adhèrent [au cadre des Nations unies pour l'action en faveur du climat](#), ainsi que la mention générale du rôle du sport dans les engagements en faveur du climat, comme cela a été le cas lors de l'événement de lancement du pacte climatique, qu'il s'agisse de football, d'aviron ou de hockey sur glace.



Dans le même temps, la Commission européenne (et pas seulement l'unité Sport de la DG Éducation et Culture) prend de plus en plus conscience de la motivation et du pouvoir du sport et de son rôle de "facilitateur" du développement durable ([résolution 2018 des Nations unies](#)), y compris lorsqu'il s'agit d'agir sur le climat. Par exemple, le rameur olympique norvégien Martin Helseth, qui a lancé une campagne de financement coopératif pour nettoyer la mer (pour chaque euro collecté, 1 kg de déchets ramassé), est devenu l'un des premiers ambassadeurs du Pacte pour le climat. Et l'UEFA a pris l'une des premières promesses dans le cadre du Pacte pour le climat, notamment celle de fixer des objectifs scientifiques pour réduire ses émissions de CO<sub>2</sub>, ou de créer une campagne publicitaire télévisée pour promouvoir le Pacte et le Green Deal.

Le Pacte européen pour le climat peut également apporter un soutien financier concret. Ce soutien et ces incitations pour les acteurs du sport peuvent être trouvés dans d'autres instruments. Avec l'adoption progressive du nouveau cadre financier pluriannuel et de "Next Generation EU", les possibilités commencent à prendre une forme plus concrète, notamment via :

- Les fonds pour le Développement régional - au moins 30 % des fonds de développement régional concernés soutiendront la transition verte ;
- La "Vague de rénovation" - la Commission européenne vise à doubler au moins le taux annuel de rénovation énergétique des bâtiments résidentiels et non résidentiels, y compris les infrastructures publiques (potentiellement les infrastructures sportives) d'ici 2030 ;

## – la maison du sport européen –

- Le Programme Erasmus +, où le "sport vert" devrait figurer parmi les thèmes soutenus.

Conformément aux tendances générales décrites ci-dessus, la transition verte et la durabilité figurent en haut de l'agenda de la politique européenne du sport. Le nouveau plan de

travail de l'UE pour le sport (2021-2024) prévoit, entre autres, la création d'un groupe d'experts sur le "sport vert", une éventuelle résolution sur un pacte vert pour le sport, ou des conclusions sur la durabilité et l'accessibilité des infrastructures sportives.

## Webinar sur le thème de la corruption dans le sport

Le bureau de Bruxelles de l'ONUDC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime) conjointement avec le groupe sport du PE ont organisé, le 9 décembre un webinar sur le thème "Comment préserver le sport de la corruption ? Une discussion multipartite sur les défis et les opportunités". Ce webinar marquait la Journée internationale de lutte contre la corruption. Il a permis d'aborder plusieurs sujets importants, tels que la manipulation des compétitions, la corruption et le dopage dans le sport. La discussion a été modérée par Roman Lorcan o Laoire (ONUDC) et plusieurs intervenants ont été invités : Les députés européens Viola von Cramon et Daniel Freund, le premier étant du groupe sport du PE et le second de l'intergroupe anti-corruption ; puis Yatta Dakowah (UNODC) ; Paolo Bertaccini, conseiller pour la présidence italienne du G20 ; Pâquerette Girard Zappelli (CIO) et enfin, Matteo Zaccheti (DG EAC).

Ce webinar visait de manière générale à sensibiliser sur les sujets de la corruption et des comportements contraires à l'éthique et aux valeurs du sport qui en découlent. De plus, le webinar voulait engager une discussion sur l'état actuel de la corruption dans le sport et amener à des propositions pour lutter contre les défis qui y sont liés. Un débat relativement animé a eu lieu sur le rôle joué par les acteurs politiques à ce sujet. Si les députés

européens ont plaidé pour un contrôle accru des organisations sportives, les autres intervenants ont défendu l'autonomie du sport et ont appelé à une approche multipartite pour traiter des sujets liés à la corruption. Pour illustrer cela, l'IPACS et la Convention de Macolin ont été mentionnés.

Pâquerette Girard Zappelli a mis en avant le fort engagement du mouvement olympique dans la protection des valeurs du sport, notamment l'éthique, la transparence et la bonne gouvernance. Elle a également rappelé aux participants et aux auditeurs que la corruption constituait un crime, étant régulièrement associée au crime organisée, contre quoi le secteur du sport seul n'a pas toujours la capacité ou les ressources suffisantes. La coopération avec les gouvernements et les institutions chargées de faire respecter la loi, telles qu'Europol, Interpol ou IPACS, est donc essentielle pour progresser dans ce domaine.

Dans l'ensemble, ce webinar a permis de remettre en avant l'importance des valeurs du sport et de rappeler qu'une coopération entre acteurs était nécessaire pour répondre aux challenges de la corruption dans le sport. Des avancées sur les différentes façons de contrer la corruption sur le plan légal, politique ou éducationnel, pourront aider à faire progresser ce combat.



– la maison du sport européen –

## La Commission Européenne organise un petit-déjeuner virtuel sur le sujet de la représentation du sport au niveau UE

Le 16 décembre 2020, l'unité Sport de la Commission a organisé de manière volontaire le dernier petit déjeuner de 2020, avec comme thème principal la question suivante "Qui peut parler au nom du sport à l'UE niveau ?"

Modéré par Alexandre Husting, attaché sportif à la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne, l'événement a rassemblé trois représentants des organisations sportives - Folker Hellmund, directeur du Bureau des COE auprès de l'UE, Annaliza Tsakona (FIFA) et Kaisa Larjomaa (ENGSO) - ainsi que Lukas Declercq (Europe Active). Chaque intervenant a commencé par décrire les différentes procédures mises en place pour inclure les membres lors de la préparation de positions communes au sein de l'UE.

Puis la discussion s'est concentrée sur la légitimité de la représentation sportive dans les discussions européennes. A la fois le bureau de représentation des COE et ENGSO ont appuyé le fait que toutes les organisations doivent pouvoir exprimer leur opinion, tout en présentant clairement et de façon transparente quels acteurs et intérêts ils représentent. Folker Hellmund a reconnu que le paysage sportif

avait évolué ces dernières années, avec la montée en puissance de nouveaux acteurs du secteur sportif dans l'UE, mais a rappelé que le sport organisé devait rester l'acteur clé lorsqu'il s'agissait de discuter et de mettre en place des politiques.

De plus, Folker Hellmund a souligné que la majeure partie des sujets inclus dans le Plan de Travail pour le sport était pertinent pour le sport organisé. Ce dernier se doit d'être associé de façon plus importante dans la mise en pratique du Plan afin de pouvoir aider le secteur à répondre aux défis auquel il fait face. Folker Hellmund a notamment proposé de mieux utiliser le format des "Etats Membres intéressés", afin d'intensifier la coopération avec le Mouvement Olympique dans le futur.

Cette rencontre virtuelle était également l'occasion pour Yves le Lostecque, à la tête de l'Unité Sport, d'annoncer son départ prochain. Il a ainsi été remercié par les participants pour le travail effectué, remerciements auxquels se joint le bureau des COE auprès de l'UE. Le bureau est particulièrement satisfait de ces sept années de coopération intenses et fructueuses avec M. Le Lostecque.

## Etude de la Commission Européenne sur les bénéfices du Sport inter-générationnel

Le 11 décembre, la Commission a publié une [étude sur le thème de la dimension intergénérationnelle du sport](#). L'étude d'Ecorys visait entre autres à sensibiliser à l'aspect bénéfique des activités sportives intergénérationnelles, à soutenir et promouvoir ainsi de nouvelles initiatives et de nouveaux projets dans ce domaine. Puisque la population vieillit dans l'UE,

les activités sportives intergénérationnelles peuvent notamment contribuer à la promotion d'un mode de vie sain, que ce soit pour les jeunes ou les personnes âgées. En effet, si le taux de participation à des activités sportives et/ou physiques est plus élevé chez les 15-24 ans (62%), cette proportion tend à diminuer chez les 25-39 ans (46%), et reste très faible

## – la maison du sport européen –

pour les 40-54 ans (39%) et les 55 ans et plus (30%). Il y a donc un besoin évident de promouvoir les activités sportives pour les personnes âgées.

De plus, l'étude souligne que les activités sportives intergénérationnelles favorisent la cohésion sociale et le bien-être de la communauté. Cela présente de nombreux avantages tels que l'amélioration du bien-être mental et physique, le développement personnel et la réduction des stéréotypes entre les générations, tout en enrichissant les relations au sein de la société. L'étude présente également des exemples de bonnes pratiques comme des projets Erasmus traitant du sport intergénérationnel, la plupart d'entre eux se déroulant au niveau local. L'étude tire ensuite des leçons basées sur la littérature et sur les bonnes pratiques à savoir : la nature intersectorielle de ces projets, l'importance de veiller à ce qu'il y ait des avantages mutuels lors de telles activités, la mise en place de relations d'égalité,

ainsi que la nécessité de disposer de professionnels dévoués et, de manière générale, d'une plus grande sensibilisation à ce sujet.

Les conclusions générales de l'étude sont donc les suivantes :

- Le sport intergénérationnel peut contribuer aux bienfaits pour la santé ;
- Les programmes et projets intergénérationnels peuvent avoir un impact positif sur le développement des jeunes ;
- Les activités sportives intergénérationnelles peuvent contribuer à changer les attitudes et les perceptions des jeunes et des personnes âgées ;
- Enfin, les activités intergénérationnelles peuvent renforcer les liens familiaux.

Cette étude vise à susciter l'engagement des décideurs politiques sur ce sujet, tout en inspirant les futurs chefs de projet à s'engager dans des initiatives sportives intergénérationnelles.

## 16e Conférence du Conseil de l'Europe pour les ministres responsables du sport

La 16e Conférence du Conseil de l'Europe pour les ministres responsables du sport devait initialement se tenir à Athènes, en Grèce, le 5 novembre, mais comme il est coutume de nos jours, la réunion physique a été remplacée par plusieurs sessions virtuelles. La deuxième de ces sessions, organisée le 7 décembre, a porté sur les droits de l'homme dans le sport, sachant que les ministres adopteront une résolution sur le sujet lors de la dernière session, en février de l'année prochaine. Les trois domaines abordés ont été les suivants :

- La protection des enfants ;
- Le droit à un procès équitable ;
- Les droits sociaux et économiques.

Ont participé à cette session en tant qu'invités : Claudia Bokel, présidente de la Fédération allemande d'escrime et ancienne présidente de la commission des athlètes du CIO, Pierre

Cornu, président du conseil de fondation du Centre international d'études sportives, Marko Bošnjak, juge à la Cour européenne des droits de l'homme et Tiina Kivisaari, directrice des sports au ministère finlandais de l'éducation et de la culture.

Au cours de la discussion sur la protection des enfants, deux grands thèmes sont apparus comme étant primordiaux : le harcèlement et les abus sur les enfants. Les membres du panel ont souligné qu'il était nécessaire de sensibiliser au sujet tous les acteurs du monde du sport, notamment les parents, enfants et coachs, ainsi que de mettre en place des mécanismes et procédures adaptés au sein des instances sportives, afin de pouvoir répondre à de telles problématiques. Par ailleurs, il a également été rappelé l'importance de mettre en pratique des différentes conventions interna-

– la maison du sport européen –

tionales à ce sujet, telles que celles de Lanza-rote et d'Istanbul.

Au regard du droit à un procès équitable, Pierre Cornu a posé la question de la préparation et de la formation des organismes d'arbitrage sportif aux questions de droits de l'homme. Le juge Marko Bošnjak a également souligné l'importance de développer le système juridique du sport et ses procédures.

En ce qui concerne les droits sociaux et économiques, les intervenants ont souligné le droit de chacun à faire du sport et ont exprimé leurs préoccupations concernant l'impact de la

Covid-19 sur le sport et les moyens de garantir l'accès du sport à tous après cette crise.

La Conférence des ministres responsables du sport se poursuivra le 15 janvier avec une table ronde des ministres du sport à laquelle le président par intérim des COE, Niels Nygaard, est invité à contribuer. La session de clôture de la Conférence aura lieu le 11 février 2021. Les ministres ont l'intention d'adopter lors de celle-ci deux résolutions, l'une sur les droits de l'homme et l'autre sur la Charte européenne du sport, qui est actuellement en cours de renouvellement. Le bureau européen des COE suit activement les discussions.

## PROGRAMMES DE FINANCEMENT

### Analyse des résultats Erasmus+ Sport 2020

Comme chaque année, suite à la publication des résultats de la sélection Erasmus+ 2020, le bureau européen des COE entreprend une analyse détaillée afin de fournir une vue d'ensemble de l'implication des acteurs du sport dans le programme Erasmus+ Sport.

Cette année, le nombre de candidatures a connu une augmentation record de 50 %, ce qui porte le nombre total de candidatures à 1142. Parmi ces demandes, 315 ont été sélectionnées pour un financement :

- 14 manifestations sportives européennes à but non lucratif;
- 180 petits partenariats de collaboration;
- 121 partenariats de collaboration.

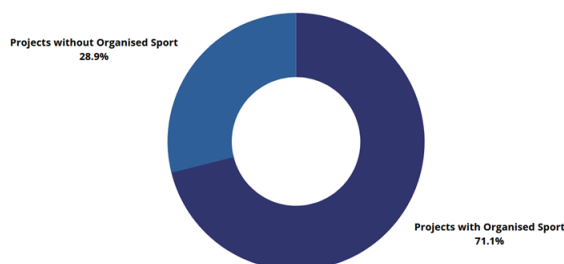
Certains chiffres clés liés à la participation mouvement sportif méritent d'être mentionnés, dans les deux catégories des partenariats de collaboration.

#### Partenariats de collaboration

Une information encourageante est qu'une grande majorité des partenariats de collabora-

tion (PC) ont impliqué au moins une organisation du secteur du sport organisé (71 / 121)

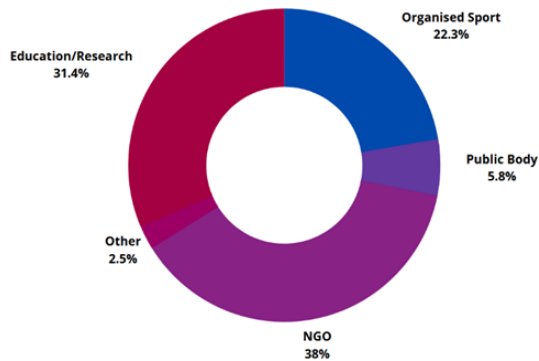
#### Percentage of collaborative partnerships including at least one sport organisation in 2020



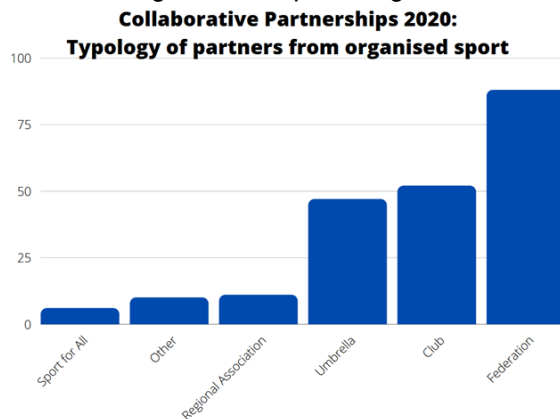
Cependant, si l'on regarde la typologie des "leaders" de projets, la participation du secteur du sport organisé reste assez limitée avec seulement 27 projets qui seront conduits par le secteur du sport organisé.

– la maison du sport européen –

## Collaborative Partnerships 2020: Typology of Project Applicants



Au total, 708 organisations différentes participent à des projets. Si l'on tient compte des participations multiples, ce nombre s'élève à 933, ce qui signifie qu'en moyenne près de 8 organisations participent par projet. Sur ces 708 organisations, 214 proviennent du secteur du sport organisé. Cela représente une part d'un peu plus de 30 %. Voir ci-dessous le nombre d'organisations par catégorie :

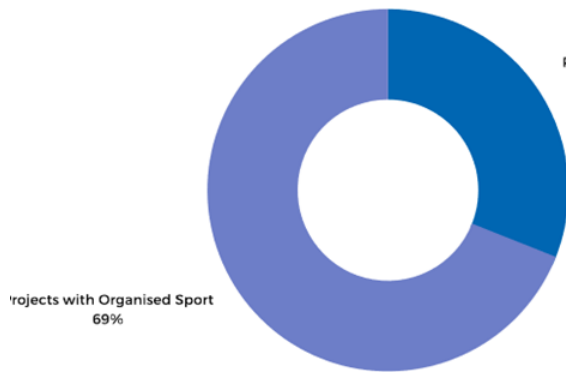
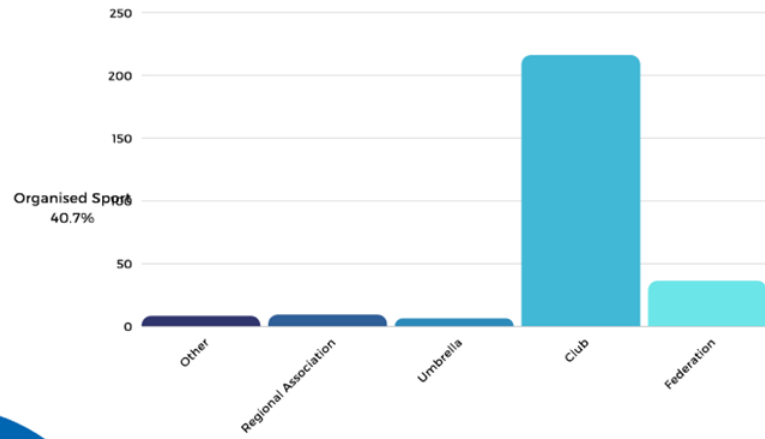
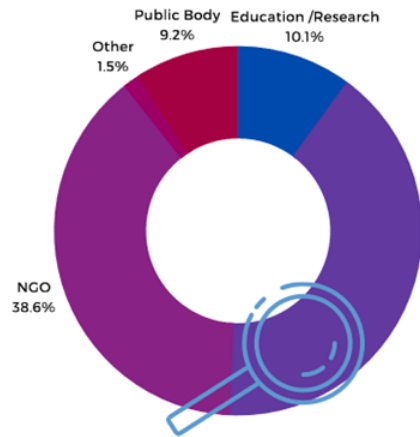


## Petits partenariats de collaboration

Sur 180 projets, 40 % des participants sont des acteurs du secteur du sport organisé. Ces résultats montrent une progression intéressante en termes de nombre de participants du monde du sport au cours des dernières années. Néanmoins, à l'instar des partenariats de collaboration, les organisations sportives pourraient davantage s'imposer en tant que leaders de projets. Parmi les participants du sport organisé, la plupart sont des clubs (environ 80 %). Les sujets liés à l'éducation et à l'inclusion semblent convenir le mieux aux clubs, car la plupart des participants du sport organisé travaillent dans ces domaines.

Le pays qui est globalement le plus impliqué dans les projets est l'Italie (plus de 80), ainsi que d'autres pays d'Europe du Sud (Espagne, Grèce et Portugal). Il est intéressant de noter que la plupart des pays impliqués dans des projets avec le sport sont également ceux qui comptent le plus de participants du sport organisé.

– la maison du sport européen –

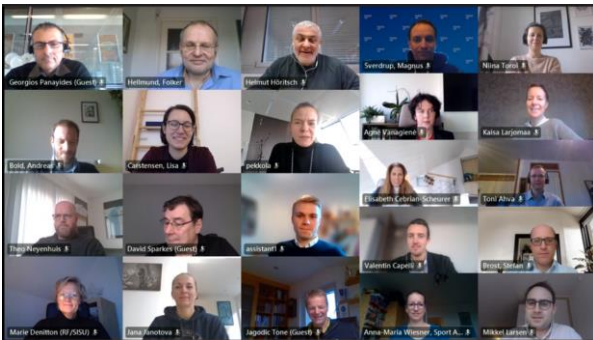




## VISITES ET REUNIONS INTERNES

### Bureau des COE auprès de l'UE organise son séminaire "Special Competence" en ligne

Le mardi 8 décembre, le Bureau des COE auprès de l'UE a accueilli ses partenaires en ligne, dont le plus récent, le CNO polonais qui rejoindra le Bureau dès le début de l'année prochaine, lors de son séminaire annuel sur les compétences spéciales (SCS).



Folker Hellmund, Directeur du Bureau des COE auprès de l'UE a souhaité la bienvenue à tous les participants et a donné un aperçu complet des récents développements liés au sport au sein des institutions européennes. Il a également souligné certaines des principales réalisations du Bureau qui ont permis de mettre en avant les priorités du secteur du sport organisé au niveau de l'UE.

Une série de mises à jour sur les domaines politiques de l'UE étaient à l'ordre du jour du SCS, notamment

- Le nouveau plan de travail de l'UE pour le sport 2021-2024 et sa mise en œuvre;
- Le Plan d'action de l'UE pour l'intégration et l'inclusion;

- La Stratégie européenne pour l'égalité LGBTIQ 2020-2025;
- La Stratégie européenne sur les droits de l'enfant 2021-2024;
- La Stratégie européenne sur les droits des personnes handicapées après 2020;
- L'Égalité des genres;
- Le Green Deal européen et les initiatives pour le développement durable.

Les conséquences du Covid-19 étaient également à l'ordre du jour avec notamment la proposition de résolution sur l'impact de Covid-19 sur la jeunesse et sur le sport de la commission du Parlement Européen CULT ainsi que l'étude récemment publiée par la Commission européenne sur l'impact économique de Covid-19 sur le secteur du sport dans l'UE.

Le SCS a également inclus deux interventions respectivement de la Confédération allemande des sports olympiques (DOSB), qui a présenté la nouvelle stratégie du DOSB vis-à-vis du Covid-19, ainsi qu'une du CIO, qui a mis en évidence certaines de leurs récentes initiatives sur plusieurs sujets politiques.

La session de l'après-midi a permis aux partenaires de mieux comprendre le nouveau cadre financier pluriannuel 2021-2027, et d'être mis au courant des derniers chiffres concernant Erasmus+ 2020, avant de donner quelques indications concernant la prochaine édition du programme.